



Signataires : Ana Roch, François Baertschi, Arber Jahija, Jean-Marie Voumard, Thierry Cerutti, Skender Salihi, Gabrielle Le Goff, Gabriela Sonderegger, Sandro Pistis, Danièle Magnin, Christian Flury

Date de dépôt : 24 novembre 2025

Proposition de motion

Actions cantonales pour commémorer le 19 juin et valoriser les victimes de violences sexuelles en temps de guerre

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève

- vu la résolution 69/293 de l'Assemblée générale des Nations Unies proclamant le 19 juin Journée internationale pour l'élimination des violences sexuelles en temps de conflit ;
- vu l'impact durable des violences sexuelles en temps de guerre sur les victimes, les familles et les sociétés ;
- vu l'absence, à ce jour, d'un statut officiel universellement reconnu pour les survivantes et survivants de telles violences ;
- considérant que Genève, en tant que canton siège d'institutions internationales de droits humains, a une responsabilité morale à mettre en lumière cette cause,

invite le Conseil d'Etat

- à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'actions cantonales pour commémorer le 19 juin, qui pourrait comprendre :
 - la tenue chaque année d'une cérémonie officielle (discours, hommage, témoignages, exposition) ;
 - l'organisation de conférences, projections, expositions ou ateliers de sensibilisation ouverts au public ;

- la collaboration avec des associations, ONG et institutions actives dans la lutte contre les violences sexuelles ;
- en lien avec la Ville de Genève et les communes intéressées, à identifier et à aménager un lieu symbolique de mémoire (plaque, œuvre, espace commémoratif) accessible au public, dédié aux victimes de violences sexuelles en temps de guerre ;
- à intégrer cette journée et les actions y relatives dans la communication officielle cantonale (site web, médias, affichage, portail culturel) afin d'accroître la visibilité de la cause.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le 19 juin a été proclamé *Journée internationale pour l'élimination des violences sexuelles en temps de conflit* par la résolution 69/293 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée en 2015. Cette journée vise à sensibiliser la communauté internationale à l'ampleur des violences sexuelles commises pendant les conflits armés, à exprimer une solidarité concrète envers les victimes et à promouvoir la reconnaissance de ces crimes comme atteintes graves aux droits humains.

Des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants continuent aujourd'hui encore d'être victimes de viols, d'esclavage sexuel, de grossesses forcées et d'autres formes de violences utilisées comme armes de guerre ou stratégies de terreur.

Ces crimes laissent des séquelles physiques, psychologiques et sociales profondes, souvent aggravées par la stigmatisation, le silence et l'absence de reconnaissance officielle du statut de victimes de guerre.

Genève, capitale mondiale des droits humains, abrite le Conseil des droits de l'homme, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Haut-Commissariat pour les réfugiés, le Comité international de la Croix-Rouge, ainsi qu'un grand nombre d'organisations et d'associations engagées pour la défense de la dignité humaine.

A ce titre, notre canton porte une responsabilité particulière : il ne peut rester silencieux face à de telles injustices.

A ce jour, aucune action coordonnée n'est menée au niveau cantonal pour commémorer cette journée officielle de l'ONU.

Or, Genève, symbole de paix, de justice et de solidarité internationale, doit prendre part à cet effort de mémoire et de reconnaissance.

Cette motion ne demande pas la création d'un nouveau jour férié, mais la mise en œuvre d'un **ensemble d'initiatives cantonales** autour du 19 juin : une cérémonie officielle au nom du canton, des expositions et conférences ouvertes au public, des témoignages de survivantes et survivants, ainsi que des partenariats avec des associations locales, des ONG et les communes.

Elle invite également à créer un **lieu symbolique**, plaque, œuvre ou espace commémoratif, dédié à la mémoire des victimes de violences sexuelles en temps de guerre.

Lors d'un récent voyage au Kosovo, j'ai également eu l'honneur de rencontrer les membres de la Commission gouvernementale pour la

reconnaissance et la vérification du statut des personnes victimes de violences sexuelles pendant la guerre, ainsi que la cheffe de la division législative de l'Agence pour l'égalité des genres relevant du Bureau du Premier ministre.

Leur travail rigoureux et leur courage dans la reconnaissance officielle de ces victimes constituent une source d'inspiration et démontrent qu'une telle démarche est non seulement possible, mais nécessaire.

Cette expérience a renforcé la conviction qu'un lien symbolique et moral doit exister entre Genève, capitale mondiale des droits humains, et celles et ceux qui, ailleurs, se battent pour la dignité et la justice.

Une telle démarche renforcerait la position de Genève comme capitale mondiale des droits humains et donnerait une visibilité concrète aux victimes.

Elle contribuerait aussi à sensibiliser le grand public, à briser les tabous et à rappeler que la paix durable passe par la justice et la reconnaissance de toutes les souffrances.

Adopter cette motion, c'est faire de Genève non seulement un lieu de parole, mais aussi un **lieu de mémoire vivante**, fidèle à ses valeurs d'humanité, de solidarité et d'égalité.

C'est affirmer que la dignité humaine doit toujours prévaloir, même dans les contextes les plus tragiques, et que notre canton s'engage à porter cette cause universelle dans l'espace public.